

# Table des matières

<b>Titre I</b>	
<b>Définitions, observations terminologiques et classifications</b>	
	9
Chapitre 1. Actes accomplis en vue de la recherche des auteurs d'infractions en matière pénale et de l'administration de la preuve de celles-ci	10
Chapitre 2. Preuves dont la collecte est libre ou réglée par la loi	13
Chapitre 3. Terminologie et notions	15
Chapitre 4. Classifications prétoriennes, évolutions et incertitudes	18
Chapitre 5. Position de la preuve aux différentes étapes de la procédure	20
Chapitre 6. Prévisibilité et légalité	25
Chapitre 7. Exceptions au régime de la preuve libre	27
Chapitre 8. Exclusion d'une preuve régulière ?	33
 <b>Titre II</b>	
<b>Régularité de la preuve recueillie et des actes accomplis en Belgique</b>	
	37
Chapitre 1. Champ d'application de l'article 32 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale	38
Chapitre 2. Principes généraux	41
Section 1. Une évolution d'abord jurisprudentielle	41
1. Historique et critères issus de la jurisprudence depuis le 14 octobre 2003	41
2. L'aval de la Cour constitutionnelle et de la Cour européenne des droits de l'homme à cette jurisprudence	49
3. La preuve réglementée	51
 ANTHEMIS	 291

Section 2. La loi du 24 octobre 2013	53
1. Disparition totale ou partielle du régime applicable à la preuve légalement réglementée et du critère de la violation des formes substantielles tenant à l'organisation des cours et tribunaux – uniformisation des critères d'analyse de la preuve irrégulière?	54
A. La violation des dispositions relatives à la preuve légalement réglementée	54
B. La violation des formes substantielles	55
C. Interdiction absolue d'utiliser certaines informations ou d'exécuter certains actes – une exception à l'article 32 TPCPP?	61
2. Les formes dont le respect s'impose à peine de nullité ou dont la loi a expressément modalisé les effets de la violation	62
3. L'atteinte à la fiabilité de la preuve découlant de l'irrégularité	65
4. Le contenu de la notion de droit à un procès équitable	67
A. Le droit au silence	68
B. Les droits de la défense et le principe du contradictoire	78
C. Les droits de la défense et le droit à l'assistance d'un avocat	83
D. La présomption d'innocence et le droit à un tribunal indépendant et impartial	84
E. Le droit à être jugé dans un délai raisonnable	91
5. Les modalités du contrôle du juge en cas d'irrégularité relevée sous l'angle du droit à un procès équitable	91
6. Synthèse : un examen en deux étapes	103
 Chapitre 3. Nullité et autres formes d'irrégularités susceptibles d'affecter la preuve – Les effets du dépassement du délai raisonnable sur la régularité des preuves	 105
 Chapitre 4. Les différents types de contrôle de la régularité de la procédure	 109
Section 1. Notion de contrôle	109
Section 2. Les contrôles de l'instruction	110
Section 3. Le contrôle <i>prima facie</i> incident de la régularité de la procédure	115
Section 4. Le juge d'instruction, gardien de la régularité de la collecte des preuves	116
 Chapitre 5. Les principaux actes d'information et d'instruction, questions pratiques et conséquences de leur irrégularité au regard de l'article 32 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale	 117
Section 1. Les perquisitions	117
1. Nullités textuelles	118
2. L'irrégularité entache la fiabilité de la preuve	119

3. L'usage de la preuve est contraire au droit à un procès équitable	120
Section 2. Les saisies	122
1. Application des trois critères de l'article 32 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale	123
2. Disparition de la notion de forme substantielle tenant à l'organisation des cours et tribunaux?	125
Section 3. Les enquêtes en matière de téléphonie et de (télé-) communications	128
1. Les identifications (art. 46bis C.i.cr.)	128
2. Les repérages téléphoniques (art. 88bis C.i.cr.)	129
3. Les écoutes, les interceptions de communications et les écoutes directes (art. 90ter et s. C.i.cr.)	130
Section 4. Les extensions de recherches en matière informatique (hors interception de communications)	133
Section 5. Les recherches bancaires et le blocage de comptes, coffres, avoirs bancaires	137
Section 6. Les méthodes particulières de recherche	140
1. Pas de formes prescrites à peine de nullité	141
2. Le contrôle spécifique de certaines méthodes particulières de recherche et la notion de formes substantielles	143
Section 7. Les expertises	146
1. Évolution vers une analyse uniforme des conséquences de l'irrégularité	146
2. Difficultés pratiques sur le plan de la régularité de la preuve et tenant au domaine de l'expertise	149
A. Expertise et règles issues du droit à un procès équitable : contradiction, droit au silence, présomption d'innocence et impartialité	149
B. Expertise et serment	151
C. Interdiction pour les autorités de déléguer leur compétence à l'expert	152
Section 8. Les auditions de suspects	155
1. Difficulté pratique, en termes de prévisibilité, pour les autorités judiciaires des interprétations de la notion de droit à un procès équitable	155
2. Conséquences d'une audition établie en violation du droit à l'assistance d'un avocat	159
A. Le mandat d'arrêt	159
B. Sur des actes et preuves découlant de l'audition	160
C. Pour les autres suspects	161
D. Indices et charges	161

E. En matière de preuve pour le juge du fond – article 47bis, § 6, C.i.cr.	162
3. Les autres garanties entourant l’audition du suspect	163
Section 9. Les auditions de témoins	163
1. L’audition d’un témoin au sens large	164
2. L’audition d’un témoin anonyme	166
3. L’audition sous serment	167
Section 10. La saisie et l’utilisation de pièces couvertes par le secret professionnel	168
1. Le principe	168
2. Les exceptions au secret professionnel	175
A. Le professionnel soumis au secret est en cause en qualité d’auteur, coauteur ou complice de l’infraction	175
B. Le titulaire du secret professionnel entendu sous serment par un juge	176
C. La levée du secret par la personne protégée	177
D. La protection des personnes vulnérables	178
3. Le cas des informations issues d’un dossier disciplinaire	178
Section 11. La violation du secret de l’information ou de l’instruction	179
1. Violation affectant le dossier d’information ou d’instruction lui-même	180
2. Violation découlant de la jonction irrégulière à un dossier de pièces ou d’informations provenant d’une autre procédure d’information ou d’instruction	180
Section 12. Les preuves recueillies de manière illégale par un particulier	182
Section 13. La consultation de banques de données	186
<b>Chapitre 6. Charge de la preuve de l’irrégularité ou de l’illégalité</b>	189
<b>Chapitre 7. Pluralité de cadres formels applicables</b>	192
<b>Chapitre 8. Effets de la nullité</b>	195
Section 1. Les effets verticaux	195
Section 2. La mise à l’écart des pièces annulées	196
Section 3. Les effets pour les coprévenus	199
Section 4. Le caractère relatif de la nullité	199
Section 5. L’irrecevabilité des poursuites	203
Section 6. La perte de la force probante renforcée qui s’attache à certaines preuves	208
Section 7. La prescription de l’action publique	209
Section 8. Les frais de justice	211
Section 9. Les effets de la nullité sur d’autres actions que l’action publique	213

Chapitre 9. La couverture des nullités ou l'interdiction de réitérer les griefs déjà examinés	216
Chapitre 10. Nullité de la preuve et extension de la saisine en cas d'appel limité	219
Chapitre 11. Régimes particuliers	223
Section 1. La responsabilité pénale des ministres	223
Section 2. La responsabilité pénale des parlementaires	226
Section 3. La responsabilité pénale des magistrats et des personnes titulaires du même privilège de juridiction	229
Chapitre 12. Moment où la nullité doit être soulevée	233

### Titre III

## Régularité des actes accomplis dans le cadre de l'entraide judiciaire internationale

Chapitre 1. L'entraide judiciaire active	237
Section 1. L'examen de la décision étrangère relative à l'admissibilité d'une demande d'entraide judiciaire active	237
Section 2. L'examen de la régularité des actes accomplis à l'étranger en exécution d'une demande d'entraide judiciaire active	240
1. La régularité interne des devoirs accomplis à l'étranger	240
2. La régularité par répercussion des actes accomplis à l'étranger	251
3. Le cas particulier de la violation du droit à l'assistance d'un avocat ou du droit au silence lors de l'audition d'un suspect	252
Section 3. Le contrôle en Belgique de la régularité des actes accomplis et des preuves recueillies à l'étranger et ses conséquences	255
1. L'autorité judiciaire compétente pour apprécier la régularité des preuves obtenues à l'étranger	256
2. Les effets de la nullité	257
Chapitre 2. L'entraide judiciaire passive	259
Section 1. Les irrégularités relatives à l' <i>exequatur</i>	259
Section 2. Les formes applicables et les irrégularités relatives à l'exécution des actes accomplis	262

<b>Titre IV</b>	
<b>Suspension de la prescription de l'action publique durant le traitement d'une exception de nullité ou d'irrecevabilité</b>	265
<b>Titre V</b>	
<b>Responsabilité civile de l'État, du magistrat et de l'enquêteur pour un acte irrégulier</b>	269
<b>En guise de conclusion : pour une analyse non moralisatrice de la régularité de la preuve</b>	277
<b>Liste des abréviations</b>	281
<b>Bibliographie</b>	283
<b>Index</b>	287